

ABSENCE D'ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE EN IRAK

Les États-Unis confortés dans leurs certitudes



Washington vient de rappeler 400 inspecteurs envoyés à la recherche des supposées « armes de destruction massive » irakiennes. L'équipe dirigée par David Kay a passé sept mois en quête des redoutables équipements militaires présenté par Colin Powell en février 2003 devant l'ONU pour, finalement, revenir bredouille le 8 janvier 2004. Pourtant, ce qui apparaît désormais comme une intoxication délibérée de l'opinion publique n'est perçue dans le débat politique états-unien que comme une simple erreur d'appréciation, ne remettant pas en cause le bien-fondé de l'invasion de l'Irak.

page 2

Un difficile sommet des Amériques

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le sommet des Amériques se réunit cette semaine au Mexique. George W. Bush devra y affronter un continent sud qui bascule à gauche. Dans le pays hôte, son ami, le président Vicente Fox termine sans gloire son mandat. Le professeur Jorge Castañeda l'exonère de son bilan insignifiant : s'il n'a pas réalisé les réformes auxquelles il s'était engagé, c'est de la faute de son opposition qui les a bloquées.

page 5

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

- Israël veut négocier avec la Syrie pour apparaître comme favorable à la paix
- Silvan Shalom demande l'ouverture d'une enquête sur les fuites concernant les négociations secrètes entre Israël et la Libye
- Cent mille israéliens manifestent à l'appel de la droite israélienne contre le plan unilatéral de retrait présenté par Ariel Sharon
- Le Conseil des Gardiens de la révolution iranienne interdit à plus de 2000 candidats réformateurs de se présenter aux élections de février
- Le Pakistan relance son projet de gazoduc avec le Qatar
- Les pays du Golfe orientent leurs dépenses militaires vers l'élaboration d'une défense commune

page 13



L'US ARMY VEUT RENTRER À LA MAISON

Un rapport publié par l'École de guerre de l'Army dénonce la décision d'attaquer l'Irak comme erreur stratégique. Le professeur Jeffrey Record y écrit : « Une règle cardinale de la stratégie est de maintenir ses ennemis en nombre gérable. Les Allemands ont été vaincus dans deux guerres mondiales parce que leurs buts stratégiques avaient dépassé leurs moyens disponibles ». Or, la guerre contre l'Irak n'était pas justifiée par une menace imminente. « C'était une guerre de choix qui nous a distrait de la guerre de nécessité contre Al Qaïda ». Cependant, « La guerre globale au terrorisme est elle-même stratégiquement mal définie, elle vise plus qu'elle ne peut donner, et menace de dissiper toutes les ressources militaires U.S. dans une recherche sans fin ni espoir de sécurité absolue ».

► *Bounding The Global War on Terrorism* par Jeffrey Record, Strategic studies Institute. [Téléchargement \(Pdf : 372 Ko\)](#)

Absence d'armes de destruction massive en Irak

Les États-Unis confortés dans leurs certitudes

Washington vient de rappeler 400 inspecteurs envoyés à la recherche des supposées « armes de destruction massive » irakiennes. L'équipe dirigée par David Kay a passé sept mois en quête des redoutables équipements militaires présenté par Colin Powell en février 2003 devant l'ONU pour, finalement, revenir bredouille le 8 janvier 2004. Pourtant, ce qui apparaît désormais comme une intoxication délibérée de l'opinion publique n'est perçue dans le débat politique états-unien que comme une simple erreur d'appréciation, ne remettant pas en cause le bien-fondé de l'invasion de l'Irak.



L'opinion publique états-unienne prend progressivement conscience du caractère fantaisiste de la prétendue « menace » représentée par les « armes de destruction massive irakiennes ». Cependant, elle n'en tire pas les mêmes conclusions que l'opinion publique dans le reste du monde.

Le 7 janvier 2004, le *Washington Post* a publié une enquête de Barton Gellman sur les armes de Saddam Hussein : *L'Irak avait une volonté, pas les moyens* [1]. Il dresse le bilan de neuf mois de recherches par le Groupe d'enquête en Irak (Iraq Survey Group) de la CIA, sous la direction de David Kay. L'auteur observe : « *Les restes des infrastructures irakiennes en matière biologique,*

chimique et de missiles était déchiré par des rivalités internes, saignés par l'appât du gain et handicapés par les leurres de commandement selon les Irakiens et les enquêteurs interrogés. L'image générale qui se dégage des investigations actuelles est que, quelle qu'en ait été sa volonté, l'Irak ne possédait pas les ressources nécessaires pour construire un arsenal interdit à l'échelle de celui qu'il détenait avant la Guerre du Golfe de 1991. »

Au même moment, le démocrate Kenneth M. Pollack, dont l'ouvrage *La Tempête menaçante, dossier pour l'invasion de l'Irak* [2] avait servi de référence permanente aux partisans de la guerre, publie une étude pour la Brookings Institution : *Espions, mensonges et armes : ce qui a marché de travers* [3]. Il y admet sans difficulté que les informations sur lesquelles il basait son raisonnement étaient fausses : il avait été induit en erreur par le consensus qui régnait alors parmi les experts états-uniens du renseignement.

Coup de grâce : la Carnegie Endowment for International Peace publie un rapport de 111 pages intitulé *Armes de destruction massive en Irak, preuves et conséquences* [4]. Tous les discours et documents officiels des administrations Clinton et Bush y sont repris, point par point, et réfutés. Tout était faux.

Plus personne ne songe d'ailleurs à maintenir l'illusion. Les Australiens ont rappelé leurs enquêteurs. Le Groupe de David Kay a cessé toute recherche. Et le secrétaire d'État, au sortir de l'hôpital où il a été opéré d'un cancer de la prostate, reconnaît aimablement que l'on a rien trouvé.

Désormais, les États-Unis et le reste du monde partagent une vision commune des faits. Les points de vue devraient donc se rapprocher. Pourtant, il n'en est rien, bien au contraire.

Pour les États-uniens, dans la mesure où Washington a toujours déclaré qu'il s'agissait d'une attaque préventive, peu importe que Saddam Hussein ait produit ou non ces armes puisqu'il est démontré qu'il avait l'intention de le faire quand il le pourrait. On peut éventuellement remettre en question la précipitation avec laquelle on a agi, mais pas le bien-fondé de l'action. Au demeurant, la guerre n'en était pas moins juste puisqu'elle a permis de renverser un tyran et de libérer un peuple.

De même, l'opposition des Français et des Allemands n'en devient pas moins condamnable puisqu'ils ne se contentaient pas de refuser la guerre, mais allaient même jusqu'à contester la poursuite de l'embargo. En un mot, ils refusaient de sanctionner des intentions maléfiques et s'en rendaient ainsi complices. À ce sujet Kenneth M. Pollack, ancien conseiller de Bill Clinton, écrit : « *L'attitude honteuse des membres du Conseil de sécurité des Nations unies (particulièrement la France et l'Allemagne) en 2002-2003 était la preuve ultime que l'endiguement de l'Irak ne pouvait plus durer. Saddam aurait en définitive reconstitué son programme d'armes de destruction massive, mais un peu plus tard que ce que nous avons cru .* »

Toute cette affaire se résumerait donc à une grosse erreur des services de renseignement, heureusement sans conséquence fâcheuse. Mais on ne saurait blâmer la CIA, dans la mesure où les services britanniques et israéliens ont

commis la même erreur d'appréciation. Tout au plus doit-on s'inquiéter de la pression excessive exercée par le Bureau des plans spéciaux du Pentagone sur les décideurs politiques. Cette cellule a donné de l'importance aux affirmations du Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi parcequ'elles correspondaient à ce que Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz souhaitaient entendre. Elle a produit des rapports plus alarmistes encore que ceux de la CIA dans une sorte de surenchère qui a faussé le jugement de tous.

Nul n'objecte que, loin d'être une circonstance atténuante, le consensus entre les services états-uniens, britanniques et israéliens illustre une volonté concertée de tromperie comme nous l'avions relaté dans ces colonnes (cf. notre article [Un réseau militaire d'intoxication](#)). À ce sujet, ajoutons que, dans *Ha'aretz* du 7 décembre, notre confrère Uzi Benziman avait identifié la partie israélienne de ce réseau comme étant commandée par le général Amos Gilad.

La seule remise en cause fondamentale qui est discutée porte sur la doctrine de la guerre préventive. Sans contester la légitimité tactique d'une attaque préventive, la Fondation Carnegie assure qu'elle ne peut être une doctrine stratégique. Cependant, il ne s'agit pas là d'une critique des Démocrates, mais des « Républicains réalistes » de l'école d'Henry Kissinger auquel elle fait explicitement référence.

Loin de signifier un retour à la réalité, l'acceptation de la non-existence des armes de destruction massive irakiennes renforce paradoxalement le caractère irrationnel du débat interne états-unien. Celui-ci peut être ainsi résumé : nous nous sommes trompés sur les armes de destruction massive, donc nous avons raison d'attaquer l'Irak. Cette logique n'appartient pas à l'ordre politique, mais à la morale religieuse : les intentions de Saddam Hussein étaient maléfiques, il était donc juste qu'il soit renversé. L'intention des États-Unis était de défendre le Bien, leur action était donc juste même si l'analyse qui les poussait à agir était fausse.

[1] Arms probe : Irak had a will, not a way par Barton Gellman, in *Washington Post* du 7 janvier 2004.

[2] *The Threatening Storm : The Case for Invading Iraq*, par Kenneth M. Pollack, Random House, 2002

[3] « Spies, Lies and Weapons : What Went Wrong » par Kenneth M. Pollack, *The Atlantic Monthly*, Janvier-Février 2004. [Téléchargement \(Pdf 83 Ko\)](#).

[4] *WMD in Iraq, evidence and implications* par Joseph Cirincione, Jessica T. Mathews et George Perkovich, CEIP, 2004. [Téléchargement \(Pdf : 1200 Ko\)](#).

Un difficile sommet des Amériques

Analyse

Selon la Fondation Carnegie, le danger nucléaire provient d'abord de l'absence de contrôle des armes de l'ex-URSS, puis de la prolifération qui pourrait un jour bénéficier à des groupes non-étatiques. C'est pourquoi, l'un des chercheurs de cette fondation, Jon B. Wolfsthal met en cause le Pakistan. Dans le *Los Angeles Times*, il préconise de ne pas sanctionner ce pays, suspecté d'avoir fourni la Corée du Nord, l'Iran, voire la Libye, mais de le contraindre à se soumettre à une surveillance de ses activités en ce domaine.

100 000 personnes ont manifesté ce week-end à Tel-Aviv au cri d' « Israël ne reculera pas ! ». En effet, au sein de l'extrême droite israélienne, un affrontement oppose les « réalistes », pour qui l'extension des frontières du pays passe par l'abandon de quelques colonies trop éloignées, aux « jusqu'au-boutistes », pour lesquels aucun démantèlement n'est envisageable. Pour Nachman Shaï, proche d'Ariel Sharon, il faut faire preuve de souplesse. Ce n'est pas seulement en Iran que la terre tremble, mais dans tout le Proche-Orient : la Libye se rapproche d'Israël et la Syrie est prête à négocier. Tel-Aviv devrait donc profiter de cette conjoncture pour gagner des points en s'appuyant sur la feuille de route, écrit-il dans le *Jerusalem Post*.

L'ambassadeur Howard H. Baker Jr. se félicite dans l'*Asahi Shimbun* des excellentes relations nippono-états-uniennes. Puis, il propose à Tokyo de réformer son système bancaire dans un sens favorable à la gestion de la dette extérieure de Washington. En échange de ce service, les Etats-Unis agiraient pour que le Japon ait un siège permanent au Conseil de sécurité et pour qu'il accueille le réacteur atomique ITER.

Le sommet des Amériques se réunit cette semaine à Monterrey. George W. Bush

devra affronter un axe bolivarien Chavez-Castro (sans ce dernier qui est traditionnellement exclu du sommet) et un axe libéral de gauche Kirchner-Lula. En réalité, c'est tout le continent sud qui bascule à gauche. Dans le pays hôte, le Mexique, son ami, le président Vicente Fox est contesté et termine sans gloire son mandat.

Le professeur Jorge Castañeda l'exonère de son bilan insignifiant. Si le président mexicain n'a pas réalisé les réformes auxquelles il s'était engagé, c'est de la faute de son opposition qui les a bloquées, écrit-il dans le *Los Angeles Times*. Mais il ne dit mot des entreprises publiques bradées à des compagnies étrangères dans le cadre du programme de privatisation.

David de Ferranti, vice-président de la Banque mondiale, présente dans l'*International Herald Tribune* le programme de son institution pour le développement de l'Amérique latine. Au-delà des avis consensuels sur l'amélioration du système éducatif ou l'intégration des indigènes, il préconise la relance des négociations de l'OMC interrompues à Cancun. Ce qui revient à demander aux États latino-américains de céder là où ils pensent avoir obtenu leur seule victoire.

Steven Metz de l'École de guerre de l'Army affirme qu'il faudra plusieurs générations pour que les Irakiens apprennent la démocratie. Bien que le *Washington Post* précise que ce point de vue n'engage que son auteur, sa publication révèle le constat des militaires responsables de l'occupation du pays : ils n'ont pas été accueillis en libérateurs, mais doivent faire face à une résistance forte. Pour la vaincre, ils mettent en œuvre des méthodes contre-insurrectionnelles qui leur aliènent un peu plus la population. Ils ne peuvent donc espérer, ni à court, ni à moyen terme, bâtir une nation démocratique selon le modèle de l'occupation de l'Allemagne et du Japon. Les responsables politiques sont donc implicitement invités à changer leurs objectifs. Cette tribune ressort de la **campagne conduite par des officiers de l'Army** pour récuser les objectifs stratégiques de l'administration Bush, la guerre en Irak d'abord, la guerre au terrorisme ensuite.

Enfin, le journaliste Kevin Philips rappelle (ou révèle) aux lecteurs du *Los Angeles Times* l'implication du clan Bush dans les affaires pétrolières moyen-orientales depuis quatre générations. Il observe le conflit d'intérêt entre les affaires familiales et la politique étrangère de la dynastie régnante.

Jon B. Wolfsthal

Jon B. Wolfsthal est directeur adjoint du Carnegie Nonproliferation Project du Carnegie Endowment for International Peace. Il est co-auteur de *Deadly Arsenals : Tracking Weapons of Mass Destruction*. Il est ancien membre du département à l'Énergie états-unien où il était responsable des politiques de non-prolifération. Il a travaillé comme spécialiste sur le complexe nucléaire nord-coréen de Yongbyon.

« Garder en vue un marchand d'armes nucléaires »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Keeping a Nuke Peddler in Line », par Jon B. Wolfsthal, *Los Angeles Times*, 11 janvier 2004.

L'aide du Pakistan aux programmes nucléaires en Iran, en Corée du Nord et probablement en Libye est un secret de Polichinelle, mais la contribution de ce pays à la guerre au terrorisme a semblé plus importante à Washington que la lutte contre son assistance à des États voyous. Pourtant, un pays qui arrête un jour un terroriste et vend sa technologie nucléaire le lendemain n'aide pas à la sécurité des États-Unis.

Après le 11 septembre des journaux ont rapporté que deux scientifiques pakistanais avaient des contacts directs avec Al-Qaïda et qu'Abdul Kadher Khan, le père du programme nucléaire pakistanais, s'était rendu une douzaine de fois en Corée du Nord. D'après l'**Agence Internationale de l'Énergie Atomique** (AIEA), le programme iranien est identique à celui du Pakistan et le programme libyen, aujourd'hui abandonné selon Kadhafi, portait sans doute également sa signature. Les États-Unis ont pourtant peu fait pour convaincre les responsables pakistanais de ne plus favoriser la prolifération et les réponses de **Pervez Musharraf** aux propositions de Washington ont toujours été négatives.

Il est possible que les scientifiques pakistanais aidant d'autres pays agissent de leur propre chef, mais il se peut également que cela participe d'une politique officielle. Le Pakistan est aujourd'hui le premier pays proliférateur et des sanctions ne feraient que fragiliser le contrôle, même nominal, effectué par les autorités d'Islamabad. Il faut pousser le Pakistan à accepter un partenariat avec Washington visant à sécuriser ses installations. Il faut que les États-Unis fassent de cette question un objectif supérieur à la coopération contre Ben Laden.

Nachman Shaï

Nachman Shaï est directeur général de l'United Jewish Communities-Israël et il a été le porte-parole de l'armée israélienne pendant la Guerre du Golfe.

« Le sol tremble »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The ground is shaking », par Nachman Shaï, *Jerusalem Post*, 12 janvier 2004.

Le tremblement de terre en Iran est un symbole des transformations en cours au Moyen-Orient ces derniers mois. L'invasion américano-britannique de l'Irak ainsi que l'engagement de la Coalition dans la démocratisation du pays et sa reconstruction ont eu un impact dans toute la région.

Même si la sincérité de l'engagement doit encore être prouvée, la Libye a décidé d'abandonner ses armes de destruction massive et affirme être prête à accueillir des inspecteurs en désarmement. Cela va à l'opposé de toute la politique de Kadhafi depuis sa prise de pouvoir. Aujourd'hui, la Syrie adopte un changement de position similaire et semble être sérieuse dans sa volonté de reprendre les négociations de paix bien que Damas soutienne encore le Hezbollah et le terrorisme. Cela est dû au fait qu'Assad est directement sous pression et que, même dans ses pires cauchemars, il ne devait pas s'imaginer voir un jour les Américains patrouiller à sa frontière. De son côté, l'Iran reste un pays extrémiste développant un programme nucléaire avec l'aide de la France et de la Russie, mais il est obligé de tenir compte de l'évolution de la situation régionale. Israël n'a pas encore adapté sa politique à la nouvelle situation qui n'est que temporaire. Il faut tenir compte des opportunités. Pour cela, nous devons soutenir la « feuille de route » et mettre ainsi en place un nouvel ordre au Moyen-Orient.

Howard H. Baker Jr.



Ancien sénateur Républicain du Tennessee (1967-1985) et chef de cabinet de Ronald Reagan (1985-1988) Howard H. Baker Jr. est l'ambassadeur états-unien au Japon. Il est membre du Council on Foreign

« Le Japon et les États-Unis partagent tout deux les risques et les intérêts »

Source : Asahi Shimbun

Référence : « Japan, U.S. share both risks and rewards », par Howard H. Baker Jr., *Asahi Shimbun*, 12 janvier 2004.

Cette année a été périlleuse, mais riche en accomplissement. Elle a vu la libération de l'Irak et l'arrestation du dictateur, l'adoption d'une nouvelle constitution en Afghanistan et la formulation d'une « feuille de route » qui a apporté l'espoir dans une région troublée. Nous avons cherché un consensus international sur la prolifération et le Japon a démontré son engagement moral dans l'organisation d'une conférence clé sur le développement international en Afrique.

Relations et du Center for Strategic and International Studies.

Nos économies sont toutes les deux plus fortes cette année, c'est donc l'économie du monde qui est plus forte. Nous avons signé des accords bilatéraux profitables à nos deux pays. Il reste cependant beaucoup à faire, notamment dans la gestion de la crise nord-coréenne. J'espère que les discussions reprendront et que nous parviendrons à démanteler le programme nucléaire de Pyongyang et à résoudre le problème des kidnappés. Nous sommes en train de gagner la guerre au terrorisme et nous allons reconstruire l'Irak. Nous devons également relancer les discussions de l'OMC et de leur côté, le Japon et les États-Unis doivent poursuivre la libéralisation de leurs échanges. Les États-Unis soutiennent la candidature du Japon à un siège permanent au Conseil de sécurité et la candidature du Japon pour accueillir le réacteur atomique ITER. Pour sa part, le Japon doit résoudre les problèmes de son système bancaire dont il souffre encore. Nos économies sont interdépendantes et si la situation économique s'améliore au Japon, elle s'améliorera aussi aux États-Unis. Nous espérons que le Japon comprend les désagréments causés lors des voyages par les mesures de sécurité que nous prenons, nous n'avons pas le choix et la sécurité est importante également pour nos deux économies. Le Japon est une superpuissance, pas uniquement économique, et ses relations avec les États-Unis n'ont jamais été aussi fortes.

Jorge Castañeda



Proche du président mexicain, Jorge Castañeda est ancien ministre des Affaires étrangères (2000-2003) de Vicente Fox. Il est professeur de relations internationales à l'Université nationale autonome de Mexico.

« Pris dans un embouteillage politique, Fox n'a pas pu tenir ses promesses de réformes »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Shackled by Political Gridlock, Mexico's Fox Fails to Achieve Promised Reforms », par Jorge Castañeda, *Los Angeles Times*, 12 janvier 2004.

La défaite au Congrès de **Vicente Fox** laisse envisager qu'il n'y aura pas de réformes pendant le reste de son mandat. Il est aujourd'hui dans l'impasse. Vu les piètres résultats économiques de sa première partie de mandat, sa seule réalisation pourrait bien être la réforme de la politique d'immigration qui pourrait entraîner la régularisation de millions de Mexicains aux États-Unis. Les trois partis dominants archaïques au Mexique ont bloqué le pays et le gouvernement n'est pas parvenu à sortir de cette situation inhérente au fonctionnement des institutions. L'erreur du gouvernement est d'avoir voulu entamer la réforme des droits civils des indigènes, créer de nouveaux impôts ou transformer les industries électriques avant de moderniser et démocratiser les institutions. Il aurait fallu transformer le système politique du pays en un système semi parlementaire avec un Premier ministre afin d'éviter les blocages. En effet, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), le Parti de l'Action National (PAN) et le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) sont incapables de changer et de faire des compromis. Leurs déchirements internes sont nombreux, sans parler de leur déchirements entre eux. C'est pourquoi, avant le terme de son mandat, Fox doit prendre des mesures qui viseront à éviter que son successeur n'affronte les mêmes blocages que lui. Il

doit :

- ▶ Réformer les institutions.
- ▶ Relancer la croissance en diminuant les règles monétaires et fiscales.
- ▶ Investir dans les infrastructures, l'éducation, l'application de la loi et les programmes de lutttes contre la pauvreté.
- ▶ Développer les exportations pétrolières du Mexique.

David de Ferranti



Ancien expert à la Rand Corporation, David de Ferranti est vice président pour l'Amérique Latine et les Caraïbes à la Banque mondiale.

« Les enjeux de Monterrey »

Source : International Herald Tribune

Référence : « The stakes in Monterrey », par David de Ferranti, *International Herald Tribune*, 12 janvier 2004.

Alors que les chefs d'État des pays de l'hémisphère occidental se réunissent à Monterrey, les perspectives économiques de l'Amérique latine, grâce à une réforme menée par les États-Unis, sont encourageantes : la croissance économique devrait atteindre une moyenne de 3,5 à 4 % en 2004.

Toutefois, ces pays ont besoin de plus qu'une année ou deux de croissance. Il faut que les gouvernements s'engagent dans un type de croissance qui bénéficie aux pauvres, au développement social et à la démocratie. Malheureusement, aujourd'hui, le tiers de la population vis en dessous du seuil de pauvreté et la région fait face à des problèmes à long terme dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'environnement. En outre, ces pays restent vulnérables à une crise financière et subissent la concurrence chinoise.

Pour aider l'Amérique latine, il faut :

- ▶ Renforcer le système fiscal et financier.
- ▶ Relancer les discussions de l'OMC interrompues à Cancun pour pousser à la libéralisation des échanges et notamment mettre fin aux subventions agricoles dans les pays industrialisés.
- ▶ Mieux intégrer les indigènes.
- ▶ Améliorer la transparence dans la gestion publique.
- ▶ Développer la qualité du système éducatif.
- ▶ Développer les investissements privés internes et réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

Steven Metz

Steven Metz est président du département du planning et de la stratégie régionale du Strategic Studies Institute de l'U.S. Army War College.

« Espérer une démocratie imparfaite »

Source : Washington Post

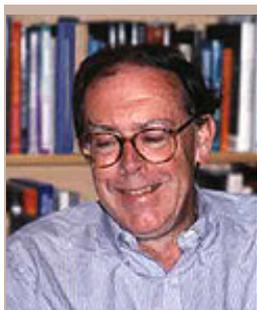
Référence : « Expect an Imperfect Democracy », par Steven Metz, *Washington Post*, 12 janvier 2004. Le journal précise que les propos n'engagent que l'auteur.

Contrairement aux États-Uniens, les Irakiens n'ont pas été éduqués dès l'enfance à la démocratie et au libre-marché. Pour survivre dans un système répressif et pathologique, ils ont développé des comportements, des attitudes, des valeurs et des perceptions différentes, incompatibles avec un gouvernement ouvert et une économie globalisée. C'est pourquoi les efforts des membres de la Coalition pour les aider à constituer une démocratie ne peuvent qu'échouer à court terme. Pour s'assurer un succès en Irak, les États-Unis doivent penser en termes de multiples générations et de décennies d'efforts soutenus.

Les conseillers américains des pères fondateurs irakiens doivent les aider à mettre en place des systèmes permettant des changements politiques effectifs en commençant pas un équilibre des pouvoirs qui passera peut-être par d'autres méthodes que les nôtres. Ils doivent également identifier les éléments qui, dans leur culture, doivent être abandonnés car ils freinent le développement comme la perpétuation de la structure tribale et des clans. Plus important encore, les Américains doivent aider l'Irak à développer un groupe de dirigeants engagés en faveur de la démocratie et de l'économie libre. Cela prendra du temps et il faut d'ors et déjà financer des dizaines de milliers de bourses universitaires et de stages pour les jeunes Irakiens dans notre pays et inciter les autres puissances occidentales à faire de même.

Il est probable que le premier système politique qui sera mis en place échouera. Les États-Unis doivent donc se tenir prêts à faire face à des crises et à soutenir les démocrates, même si ceux-ci ne nous soutiennent pas. L'Irak sera bientôt une démocratie fragile et imparfaite et il faut espérer qu'elle se consolidera dans les années 2020, 2030.

Kevin Phillips



Kevin Phillips est commentateur politique. Il est l'auteur de *American*

« Coincés par les Bush »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The Barreling Bushes », par Kevin Phillips, *Los Angeles Times*, 11 janvier 2004.

Les dynasties politiques sont dangereuses et alors que les élections de novembre se rapprochent, il faut que les Américains comprennent comment quatre générations de la famille Bush ont entraîné le pays au Moyen-Orient avec un mélange de connections de la CIA, de ventes d'armes, de banques crapuleuses,

Dynasty : Aristocracy, Fortune and the Politics of Deceit in the House of Bush.

de politiques guerrières héritées et de liens financiers personnels. Le clan Bush a des liens avec le Moyen-Orient depuis quatre générations, y compris avec les **Ben Laden**, mais pas avec le mouton noir Oussama.

Le premier Bush à avoir eu des liens avec les milieux pétroliers est George H. Walker, l'arrière grand-père de **George W. Bush**, qui participa à la reconstruction de puits de pétrole à Bakou pour la compagnie W. A. Harriman & Co. Son gendre, **Prescott Bush**, le grand père de l'actuel président fut lui aussi impliqué au Moyen-Orient après la Seconde Guerre mondiale en qualité de directeur chez Dresser Industries (aujourd'hui une filiale d'Halliburton), mais c'est **George H. Bush** qui y développa les liens les plus forts. Déjà quand il fit campagne pour le Sénat états-unien dans les années 60, il fut présenté par son adversaire comme l'homme lige du Koweït. Il fut le premier directeur de la CIA à avoir des liens dans les milieux pétroliers. À ce poste comme à celui de vice-président, il encouragea l'agence à s'investir dans la région. Il développa également des liens forts avec la Bank of Credit and Commerce International (BCCI).

À la **Maison Blanche**, il fut lié au scandale Iran-Contras et à « l'Irakgate », l'aide militaire états-unienne à Saddam Hussein. Les quatre fils de George H. Bush suivirent la voie familiale et tissèrent des liens avec les familles royales de la région et avec la BCCI. George W. Bush fonda Arbusto Oil avec les fonds de Salem Ben Laden et Khaled Ben Mafhouz par le biais de la BCCI puis Harken Energy qui reçut ses contrats grâce à son père. Les liens du père Bush se poursuivent d'ailleurs par l'intermédiaire du Carlyle Group dont il était administrateur jusqu'en octobre dernier.

Cette stratégie familiale a développé une politique états-unienne qui a accru le sentiment anti-Bush et anti-américain au Moyen-Orient alors même que le président Bush détournait l'attention des liens de sa familles en Arabie saoudite tandis que se préparaient les attentats du 11 septembre. Il n'y a pas de preuves permettant d'affirmer que le 11 septembre aurait été empêché si un autre président que Bush avait été élu, mais il est évident que les actions de la famille Bush au Moyen-Orient ont créé un conflit d'intérêt majeur qui doit être pris en compte.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-unis. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Israël veut négocier avec la Syrie pour apparaître comme favorable à la paix

Référence : "Shalom downplays reports of rift with PM", par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 8 janvier 2004. « President Katsav invites Assad to Jerusalem », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 11 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, a minimisé les informations parues dans la presse et faisant état de différences d'opinion entre lui et le Premier ministre Ariel Sharon, concernant les dossiers libyen et syrien. Depuis l'Éthiopie, où il est en visite officielle, il a déclaré que lui et Ariel Sharon « *travaillent ensemble* » pour essayer de renforcer les liens avec le monde arabe.

Ces déclarations du ministre des Affaires étrangères font suite aux soupçons officieux qui circulent au sein du corps diplomatique israélien et font du Premier ministre le responsable des fuites sur les contacts avec la Libye. Sur ce dossier, Silvan Shalom a ajouté qu'Ariel Sharon était pleinement au courant des négociations diplomatiques.

Il en a profité pour préciser sa position : « *J'ai dit plus d'une fois que si la Libye et Khadafi changeaient leur approche d'Israël, cessaient leur soutien au terrorisme, démantelaient leurs armes de destruction massive, alors il n'y a aucun doute que nous souhaiterions discuter avec la Libye et tous les autres pays arabes intéressés par la paix* ». D'après lui, nouer des liens avec le monde arabe est l'objectif central de la politique étrangère israélienne, pas sa propre initiative individuelle. Silvan Shalom a également affirmé qu'Israël avait secrètement lancé des discussions avec la Syrie il y a huit mois, avec des personnalités « *très proches* » de Bashar al-Assad mais avait cessé après que des informations sur ces réunions eurent fuité.

Il a précisé qu'il souhaitait que ces contacts se poursuivent, et que cela ne contredisait pas les souhaits de l'administration états-unienne : « *L'existence de discussions ne présuppose par qu'elles aboutissent. L'administration états-unienne a simplement demandé qu'Assad remplisse ses obligations vis-à-vis de Powell, notamment en fermant les quartiers généraux des organisations terroristes et en cessant de soutenir ces organisations. (...) Négocier avec la Syrie nous fait passer pour des pacifistes, lance un défi à Assad, et met la pression sur les Palestiniens en leur faisant savoir que nous avons d'autres options* ». Ces déclarations sont une réponse aux critiques formulées par le ministre de la Justice, Yosef Lapid, qui regrettait qu'Israël apparaisse comme

refusant de faire la paix et incitait à la tenue de discussions avec Damas.

Le Premier ministre a d'ailleurs repris à son compte ces déclarations, dimanche 11 janvier, en indiquant qu'Israël accepterait de discuter avec la Syrie une fois que celle-ci aura cessé de soutenir le terrorisme. Il a ajouté qu'il avait demandé à son ministre des Affaires étrangères de conditionner les contacts diplomatiques avec les pays arabes à leur décision de cesser le soutien au terrorisme.

L'émissaire de l'Union européenne au Proche-Orient, Marc Otte, a pour sa part déclaré à Damas, dimanche, que l'UE était disposée à relancer les négociations. Le même jour, la Syrie a rejeté l'invitation du président israélien, Moshe Katsav, à son homologue syrien, Bashar al-Assad, pour que celui-ci se rende à Jérusalem. Des membres de l'administration syrienne ont qualifié cette initiative de « *propagande israélienne* ».

Par ailleurs, au cours de sa visite en Éthiopie, le ministre des Affaires étrangères israélien a remercié les dirigeants du pays pour leur vote contre le renvoi de la question de la construction du mur de séparation devant la Cour de Justice internationale de La Haye. L'Éthiopie fait en effet partie des sept pays qui ont voté contre la résolution.

D'après des membres de l'entourage de Silvan Shalom cités par le *Jerusalem Post*, Seyoum Mesfin, le ministre des Affaires étrangères éthiopien, aurait déclaré que les pays africains, qui votent traditionnellement contre Israël dans les organisations internationales, devraient modifier cette politique qui les rend inexistants dans le processus de paix. Le ministre éthiopien aurait ajouté que son pays est « *un pont entre le Proche-Orient et l'Afrique* » et fera tout ce qu'il peut pour promouvoir une paix multilatérale et bilatérale.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Silvan Shalom demande l'ouverture d'une enquête sur les fuites concernant les négociations secrètes entre Israël et la Libye

Référence : « *Shalom demands inquiry into Libya leak* », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 11 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, a demandé, dimanche 11 janvier 2004, au procureur général, Edna Arbel, d'ouvrir une enquête sur les fuites concernant les négociations entre Israël et la Libye. Silvan Shalom, qui s'exprimait dans le cadre d'une conférence de presse commune avec son homologue macédonien, Ilinka Mitreva, a indiqué avoir évoqué la question avec le chef des services de renseignement israéliens, Avi Dichter. Il s'est porté volontaire pour être la première personne entendue dans ce dossier.

Selon lui, « *toute publication d'un contact avec un pays arabe qui n'a pas de relations [diplomatiques officielles] avec Israël nuit non seulement à notre capacité de négocier avec cet État, mais dissuade également d'autres États*

d'établir un contact avec nous ».

Le journal arabe basé à Londres, *Asharq al-Awsat*, a évoqué une lettre adressée par Tripoli à la diplomatie israélienne se plaignant des fuites et indiquant : « Israël n'a pas la moindre conception de l'éthique diplomatique ». Des membres de la diplomatie libyenne, et notamment Saïf al-Islam, ont néanmoins, d'après le *Jerusalem Post* reconnu que les fuites ne venaient pas d'Israël mais plutôt d'autres pays arabes refusant le récent rapprochement de la Libye avec l'Occident.

Le même jour, des diplomates libyens sont arrivés en Égypte en visite officielle, au lendemain de la mise en application d'une nouvelle réglementation par Le Caire sur l'entrée sur son territoire des ressortissants libyens. Cette réglementation, qui impose désormais que les visiteurs libyens soient munis de visas, fait suite à des mesures similaires prises par Tripoli, qui a interdit l'entrée en Libye à 1500 Égyptiens. La semaine dernière, les journaux égyptiens ont lourdement critiqué le président libyen, Mohammad Khadafi, pour sa décision de renoncer aux armes de destruction massive, en suggérant qu'il chercherait ainsi à éviter le sort du président irakien déchu, Saddam Hussein.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Cent mille israéliens manifestent à l'appel de la droite israélienne contre le plan unilatéral de retrait présenté par Ariel Sharon

Référence : "Ministers to sign loyalty oath against disengagement plan", par Gil Hoffman, *Jerusalem Post*, 8 janvier 2004. « 100,000 rally for settlements », par Matthew Gutman, *Jerusalem Post*, 11 janvier 2004.

Quatre ministres du gouvernement israélien d'Ariel Sharon ont mené, dimanche 11 janvier 2004, une délégation de 30 membres de la Knesset au cours d'une manifestation organisée contre la politique de leur propre gouvernement. Elle a eu lieu à l'initiative de plusieurs formations de la droite israélienne, et a mobilisé plus de 100 000 personnes.

Les hommes politiques qui figuraient sur scène, non loin de la tribune, comprenaient l'ensemble du parti d'Union Nationale et du Parti National Religieux (PNR), ainsi que la moitié des 40 parlementaires du Likoud. Les ministres sans porte-feuille Uzi Landau et Natan Sharansky, qui étaient à l'étranger, et le ministre de la Sécurité intérieure, Tzahi Hanegbi, ont été contraints de renoncer à y participer pour des raisons d'emploi du temps (la manifestation a en effet été avancée à dimanche pour des raisons météorologiques), mais ont manifesté leur soutien à la démarche.

Les parlementaires présents ont participé à une cérémonie de signatures au cours de laquelle ils ont déclaré leur opposition au plan de retrait unilatéral prévu par le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, qui comprend le démantèlement de colonies juives et l'établissement d'un État palestinien. Lors des précédentes manifestations organisées, sous des gouvernements du

Likoud, par des formations de droite dure, la démarche était présentée comme étant dirigée contre certaines décisions gouvernementales, jamais contre le gouvernement lui-même. Cette fois, selon le *Jerusalem Post*, la manifestation vise directement le gouvernement.

Le porte-parole du Conseil des Communautés juives de Judée, Samarie et de la bande de Gaza, Yehoshua Mor-Yosef, a ainsi déclaré que « *cette manifestation est clairement dirigée contre le gouvernement et le Premier ministre, pas George Bush ou n'importe qui d'autre. (...) Son objectif est de montrer que le Likoud reste fidèle à la Terre d'Israël et que seul Arik Sharon a franchi la linge. Nous devons montrer qu'il y a une opposition large au plan de désengagement de Sharon et prouver à l'Union nationale et au PNR que leurs partisans veulent les voir quitter le gouvernement* ».

Le *Jerusalem Post* prévoit un durcissement de l'opposition à Ariel Sharon, surtout après les déclarations faites par le Premier ministre à des journalistes à la Knesset, mercredi 7 janvier, selon lesquelles il ne présenterait pas son plan devant les institutions du Likoud pour approbation.

IRNA



L'IRNA est l'agence de presse officielle iranienne. Elle publie, sous forme de dépêches, une fidèle retranscription des débats qui traversent le pouvoir iranien, ainsi qu'un compte rendu détaillé des négociations diplomatiques de la république islamique.

Le Conseil des Gardiens de la révolution iranienne interdit à plus de 2000 candidats réformateurs de se présenter aux élections de février

Référence : « Iran MPs hold sit-in for second day against poll bans », IRNA, 12 janvier 2004. « Interior Ministry issues statement on 7th Majlis elections », IRNA, 12 janvier 2004. « GC ready to present documents for rejecting Majlis hopefuls », IRNA, 11 janvier 2004.

Le Conseil des Gardiens de la révolution iranienne a interdit, dimanche 11 janvier 2004, à près de 40 % des candidats réformateurs de se présenter aux élections législatives du 20 février 2003. Les réformateurs sont majoritaires à la chambre depuis 4 ans.

A l'annonce de cette décision, les réformateurs ont quitté la chambre, avant qu'une soixantaine d'entre eux n'entame un sit-in.

Le ministère de l'Intérieur iranien a réagi en déplorant cette décision, qui disqualifie des candidats pour « *non-respect de l'islam* » et « *non fidélité à la Constitution et au principe* » de la primauté du religieux sur le politique. Cette décision est, selon le ministère, dépourvue de base légale et inapplicable. Le communiqué rappelle la nature très sensible des prochaines élections, qui aurait dû inciter les responsables à tout mettre en œuvre pour restaurer la confiance des électeurs dans le système et les convaincre de voter. Le ministère de l'Intérieur a également voulu assurer à la nation iranienne qu'il défendrait les droits légalement garantis, à la fois des électeurs et des candidats, et qu'il ne tolérerait aucun acte illégal.

Le Conseil des Gardiens de la Révolution s'est dit prêt à présenter les documents qui justifient à ses yeux la disqualification des candidats. L'un de ses

porte-paroles, Mohammad Jahromi, a indiqué à l'IRNA que les décisions avaient été prises sur la base d'« *informations récoltées de sources sûres et d'enquêtes de voisinage* ». Elles concerneraient 2033 candidats.

Gulf News



Gulf News est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

Le Pakistan relance son projet de gazoduc avec le Qatar

Référence : « Pakistan to push ahead with Qatar gas pipeline », par Kamlesh Trivedi, *Gulf News*, 12 janvier 2004.

Après deux ans d'interruption, le Pakistan prévoit de relancer le projet gazier Golfe-Asie du Sud (GUAS), qui permettra de fournir du gaz en provenance du Qatar jusqu'au Pakistan, par un pipeline de 1600 kilomètres. Une rencontre avec le Crescent Petroleum of Sharjah est prévue le 20 janvier 2004.

La décision a été prise après la remise d'un rapport détaillé sur les besoins énergétiques du Pakistan, il y a deux semaines. Compte-tenu de la diminution des réserves du pays, il prévoit une chute potentiellement majeure des approvisionnements d'ici à 2010, créant un manque de près de 20 millions de mètres cubes de gaz. Or, la découverte de nouvelles réserves sur le territoire pakistanais avait occasionné une pause dans le projet.

D'après les confidences anonymes faites à *Gulf News*, « *il y a deux ans, le Pakistan était soumis à une grande pression pour faire avancer le projet parce qu'il importait du pétrole coûteux pour compenser les besoins en gaz. La découverte de réserves domestiques de gaz a réduit cette pression (...) et [le projet] a été remis au placard* ». Le retard ainsi pris a fait monter le coût du projet de 2,4 milliards de dollars à 2,7.

Le Crescent Petroleum of Sharjah a signé un accord avec le gouvernement du Qatar en 2000 lui donnant l'exclusivité de l'exportation du gaz vers le Pakistan. Il a entamé la même année les négociations à Islamabad autour d'un protocole d'accord.

Gulf News



Gulf News est le principal quotidien consacré à

Les pays du Golfe orientent leurs dépenses militaires vers l'élaboration d'une défense commune

Référence : « Gulf to buy arms slowly but steadily », par Stanley Carvalho, *Gulf News*, 9 janvier 2004.

Les menaces régionales vont continuer à faire augmenter les dépenses militaires des pays du Golfe, mais à un rythme plus lent. Les acquisitions se concentreront

l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires.

Rédigé en langue anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

sur les systèmes élaborés notamment dans la technologie des missiles, les réseaux de contrôle et, en premier lieu, l'intégration de la défense aérienne du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ainsi que de ses systèmes d'entraînement.

Cette conception, qui selon *Gulf News* est celle des principaux marchands d'armes, n'est pas celle avancée officiellement par les pays du Golfe, qui justifient la poursuite de leurs dépenses militaires par un besoin de répondre à leurs propres attentes en matière de sécurité.

Le dernier contrat signé par les Forces armées des Émirats arabes unies (EUA) avec la Abu Dhabi Ship Building Co (ADSB) pour une valeur de 500 millions de dollars, le plus gros contrat jamais accordé à une société du Golfe, confirme cette tendance à une augmentation des dépenses militaires.

Les sociétés états-uniennes telles que Boeing, Lockheed Martin et Northrop Grumman devraient bénéficier de plusieurs contrats avec des pays du CCG, qui cherchent à adapter leur forces armées au vu des nouveautés technologiques mises en œuvre par l'armée états-unienne lors de l'invasion de l'Irak. Les six pays membres cherchent à développer leur coopération dans la défense aérienne, le partage d'informations et le développement d'une capacité d'entraînement et de planification commune, afin de permettre aux différentes armées de combattre ensemble à l'avenir. « *La coopération est d'une importance vitale à cause de la nature de la menace en terme de sécurité dans le Golfe* », a ainsi déclaré le major-général Khalid Al Bu-Ainan, le commandant de l'armée de l'air des EUA. Il a également proposé que soit développé un programme de défense balistique pour le Conseil de coopération du Golfe.